



LES 21 PROPOSITIONS AUX POLITIQUES ET AUX CITOYENS POUR REDUIRE LA FRACTURE MUSULMANS/NON MUSULMANS

**LES 21 PROPOSITIONS DE LIBERTAS S'ARTICULENT SUR TROIS
THÈMES :**

- 1. Les valeurs sociétales**
- 2. La participation au système économique**
- 3. La politique générale**



Table des matières

1. Les propositions sur les valeurs sociétales	3
1.1 Proposition 1 : Parcours d'intégration obligatoire.....	3
1.2 Proposition 2 : Les cours de citoyenneté et les Droits de l'Homme	3
1.3 Proposition 3 : Les cours de religion et de citoyenneté	3
1.4 Proposition 4 : Création d'une Faculté de théologie islamique européenne à Bruxelles, capitale de l'Europe.....	4
1.5 Proposition 5 : Création d'un musée sur l'immigration dans notre pays.....	5
1.6 Proposition 6 : Lutter contre la reconnaissance légale de l'islamophobie	5
1.7 Proposition 7 : Mise en place d'un service civique obligatoire	5
1.8 Proposition 8 : Lutter contre toutes les idéologies et croyances extrémistes ...	5
2. Les propositions sur la participation au système économique.....	6
2.1 Proposition 9 : Renforcer le principe des titres-services.....	6
2.2 Proposition 10 : Apprentissage prioritaire d'une langue nationale et des éléments de mathématiques pour accéder à une formation qualifiante	6
2.3 Proposition 11 : Lutter contre le néo-salafisme	6
2.4 Proposition 12 : Formation en entreprise.....	7
2.5 Proposition 13 : Réseau social	7
3. Les Propositions de politique générale	8
3.1 Proposition 14 : Accommodements raisonnables	8
3.2 Proposition 15 : Laïcité de l'Etat	8
3.3 Proposition 16 : Pas de société juste sans application stricte des lois	8
3.4 Proposition 17 : Démocratie délibérative	9
3.5 Proposition 18 : Lutte contre le radicalisme et le terrorisme	9
3.6 Proposition 19 : Résoudre le problème israélo – palestinien.....	9
3.7 Proposition 20 : Politique migratoire.....	9
3.8 Proposition 21 : Une réflexion sur l'organisation de Bruxelles	9
4. CONCLUSION	10



1. LES PROPOSITIONS SUR LES VALEURS SOCIETALES

Ces huit propositions visent à améliorer l'intégration, donc le *vivre ensemble*, en renforçant la participation de tous les citoyens aux valeurs sociétales démocratiques du pays d'accueil.

1.1 Proposition 1 : Parcours d'intégration obligatoire

Le parcours d'intégration doit être obligatoire pour tous les primo-arrivants ainsi que pour les personnes qui ne l'ont pas suivi et qui ont des problèmes d'intégration. Il doit être mis en application dans la Région de Bruxelles Capitale.

Ce parcours doit aboutir à une évaluation standard des acquis de base (langue nationale, droits de l'homme et valeurs en découlant, fonctionnement des institutions, services sociaux, conditions d'accès à un emploi, etc.). Le programme doit inclure tant les droits que les devoirs des personnes résidant en Belgique.

1.2 Proposition 2 : Les cours de citoyenneté et les Droits de l'Homme

Dans l'ensemble des outils d'éducation et de formation, il faut créer un enseignement simple de la *Convention Européenne des Droits de l'Homme*, comprenant sa diffusion à une large échelle, un explicatif simple de celle-ci et des devoirs qui en découlent ¹ pour le citoyen.

1.3 Proposition 3 : Les cours de religion et de citoyenneté

Une différence stricte doit être faite entre le cours de religion ou de morale et le cours de citoyenneté.

Comme six milliards d'habitants ont une croyance « religieuse », il est indispensable que le citoyen puisse comprendre le fondement des croyances de l'autre et en particulier de la sienne. Les principales religions du monde doivent être enseignées dans un cours de citoyenneté.

Par contre, un cours de religion doit aborder les fondements de la croyance, les rituels, les obligations, etc. L'objectif étant d'avoir des fidèles qui savent ce à quoi ils doivent croire s'ils se prévalent de telle ou telle religion.

Les cours des différentes religions reconnues, enseignées dans notre pays, doivent être publiés et accessibles à tous afin d'éviter toute dérive qui serait contraire aux fondements de nos sociétés démocratiques.

Il est essentiel de bien mettre en évidence ce qui dans une religion ou une croyance est incompatible avec les lois de notre pays.

LIBERTAS est contre le mélange fait entre cours de religion et cours de citoyenneté, car cela entraîne une confusion certaine, tant dans l'esprit des jeunes que dans celui de la population.

¹F.Rouvillois : « Les déclarations des droits de l'homme » Flammarion 2009



1.4 Proposition 4 : Création d'une Faculté de théologie islamique européenne à Bruxelles, capitale de l'Europe.

L'islam (religion) n'a aucune autorité officielle : l'autorité théologique se construit par le consensus des « savants » (ijma).

Un consensus de fait existe en Arabie saoudite avec les théologiens-juristes contrôlant plusieurs universités de haut vol. Il s'agit d'un « Vatican » de fait mais non « officiel ».

La lutte contre les idéologies de *repli sur soi* (islamisme, salafisme, wahhabisme, extrême-droite, judaïsme ultra-orthodoxe, évangélisme littéraliste) est essentiel pour la défense de nos valeurs démocratiques occidentales.

Dans nos démocraties, le comportement sociétal des personnes est fondé sur des lois édictées par un consensus des citoyens et non par une conception tyrannique du Bien. Notre valeur principale étant *des libertés égales en droit pour chacun*.

La lutte contre la propagation de la vision littérale du Coran et de la Sunna ne peut se faire que par les musulmans eux-mêmes. De nombreux penseurs musulmans s'opposent aux dérives de l'enseignement littéraliste issu de l'Arabie saoudite et des pays du Golfe (émirats, Iran). Ceux-ci, ouverts sur le monde, pensent que l'islam (religion) et non l'islamisme est parfaitement compatible avec nos valeurs démocratiques. Mais ils n'ont pas les moyens financiers des pays du Golfe pour faire passer leur message.

Il est indispensable de donner à ces *nouveaux penseurs de l'islam*, non inféodés aux autorités religieuses des pays du Golfe, un outil leur permettant de diffuser, auprès des musulmans vivant dans nos pays démocratiques occidentaux, un message de l'islam-religion compatible avec le pluralisme des pays membres du Conseil de l'Europe^{2 3}.

Nous pensons que quelques facultés de théologie islamique, liées à des universités de grand renom se développant en République fédérale d'Allemagne, sont un exemple à suivre.

En Belgique, il existe trois types d'Université, financées par l'Etat :

1. Liège et Gand (Université d'Etat)
2. Bruxelles et VUB (Université libre)
3. KUL, UCL, FUSL (Universités catholiques)

Libertas propose que

L'Europe et la Belgique aident financièrement les penseurs musulmans à créer une Faculté (ou université) de Théologie islamique à Bruxelles (capitale de fait de l'Europe), au nom des valeurs démocratiques occidentales.

²M.Anez : « Étude théorique de l'influence du néo-salafisme sur l'emploi à Bruxelles » Cismoc UCL, mémoire 2012, pour consulter cliquez ici

³M.Anez : « Étude de la Fitrah chez divers penseurs musulmans » Cismoc, UCL, 2013 => pour consulter cliquez ici



1.5 Proposition 5 : Création d'un musée sur l'immigration dans notre pays.

Cette proposition, émise lors des *Assises de l'interculturalité 2010*, devrait être mise en application mais ne devrait pas débiter avec l'arrivée des Italiens (années 1950) mais bien avec le début de la conquête romaine.

Ce musée de l'immigration démontrerait que notre pays est ouvert à d'autres cultures et peut intégrer des migrants, mais que ceux-ci doivent comprendre la société qui les accueille et respecter ses valeurs.

1.6 Proposition 6 : Lutter contre la reconnaissance légale de l'islamophobie

Pour certaines associations musulmanes, le concept d'*islamophobie* tend à mélanger deux idées : la *peur de l'islam* (religion) et le *racisme*.

Cette confusion sémantique doit être combattue, car la *peur de l'islam* sous-entend le droit de critiquer toute religion, toute croyance, toute philosophie et ce au nom du droit à la liberté d'expression (article 9 de la CEDH). Par contre, elle ne défend pas la critique des personnes et l'appel à la haine.

La lutte contre le racisme est bien cernée par les lois anti-discrimination (article 14 de la CEDH). Le Centre de l'Égalité des Chances (Unia) suit de près les actes racistes et discriminatoires.

En mélangeant les deux concepts *peur de l'islam* (religion) et *racisme*, les intégristes musulmans visent à interdire le blasphème (critique de Dieu et du Sacré). Or, la critique d'une croyance est un droit fondamental dans notre système de valeurs démocratiques, même si cela peut choquer les croyances de tel ou tel groupe de citoyens.

1.7 Proposition 7 : Mise en place d'un service civique obligatoire

Un service civique obligatoire de six mois permettrait aux jeunes et aux générations futures de divers horizons de travailler ensemble, de lutter contre le repli sur soi et contre la communautarisation de nos sociétés.

1.8 Proposition 8 : Lutter contre toutes les idéologies et croyances extrémistes

La reconstruction du *vivre ensemble* implique la lutte contre les idéologies de **repli sur soi** (salafisme, wahhabisme, extrême-droite, judaïsme ultra-orthodoxe, extrême-gauche) tout en respectant la liberté d'expression.

Il est indispensable de soutenir financièrement les associations citoyennes, qui défendent ce combat dans leurs statuts. Les moyens financiers considérables, que certains pays consacrent à la propagation de visions littéralistes et rigoristes de textes révélés, empêchent leurs fidèles de s'intégrer sereinement dans nos sociétés démocratiques.



2. LES PROPOSITIONS SUR LA PARTICIPATION AU SYSTEME ECONOMIQUE

Ces six propositions visent à améliorer la participation des Belges ou des personnes d'origine arabo-musulmane au système économique de notre pays en améliorant l'intégration et donc le *vivre ensemble*.

2.1 Proposition 9 : Renforcer le principe des titres-services

Le système des *titres-services* permet à des personnes peu formées :

- de rentrer dans le circuit économique, un élément essentiel d'intégration,
- de comprendre le mode de vie de la population d'accueil.

La mixité sociale réelle permet aux populations d'accueil de mieux comprendre le monde arabo-musulman, ses difficultés et ses craintes.

Le système de *titres services* devrait prévoir des moyens de transport gratuits pour les populations du centre de Bruxelles afin d'atteindre aisément la grande périphérie.

2.2 Proposition 10 : Apprentissage prioritaire d'une langue nationale et des éléments de mathématiques pour accéder à une formation qualifiante

L'obtention d'un emploi passe par des compétences linguistiques et techniques au sens large du terme.

A Bruxelles, 53% des emplois nécessitent une formation universitaire ou bac + 5.

Selon les « Assises de l'Interculturalité 2010 », plus de 50% des élèves n'ont pas la connaissance suffisante d'une langue nationale et/ou des mathématiques pour entrer dans la vie professionnelle.

Il est essentiel de réinvestir de manière massive dans l'éducation et l'enseignement, si nous voulons que les citoyens belges ou étrangers d'origine arabo musulmane puissent avoir un taux de chômage similaire à celui des populations autochtones soit 5.9%⁴. La réduction du nombre d'élèves (12 par enseignant) doit être appliquée à Bruxelles dans les zones à discrimination positive.

Il faut revoir l'apprentissage des langues nationales selon les critères de l'UE et revenir à un apprentissage géré par l'Etat, sanctionné par des diplômes adéquats et des examens qualifiants.

2.3 Proposition 11 : Lutter contre le néo-salafisme

Ce thème est repris dans la proposition 8.

En effet, la propagation du néo-salafisme est également un frein à l'emploi (23) car la vision littéraliste du Coran interdit aux musulmans toute une série d'emplois dans le

⁴SPF Economie & CECLR : Monitoring socio-économique (2013) cliquez ici



secteur des services : Horeca, supermarchés, informatique, publicité etc...

Cette vision littéraliste de l'islam permet aux personnes peu formées de prendre le prétexte de l'islam pour considérer que le pays d'accueil n'offre pas d'emplois stables, dignes et respectant leur croyance.

Invoquer la discrimination est souvent une position de « victimisation » qui cache le manque de compétences. Les plaintes pour discrimination fondées sont peu nombreuses (source Centre Egalite des Chances⁵).

2.4 Proposition 12 : Formation en entreprise

La formation en entreprise, surtout à Bruxelles, est indispensable mais totalement insuffisante.

La capitale étant essentiellement pourvoyeuse d'emplois tertiaires, il y aurait lieu de délocaliser ces formations dans d'autres régions du pays.

La proposition visant à développer de grands chantiers de travaux publics à Bruxelles reste très intéressante à condition que les emplois ne soient pas pris principalement par des travailleurs venant des pays de l'Europe de l'Est (dumping social).

2.5 Proposition 13 : Réseau social

A qualification égale, l'obtention d'un emploi dépend fortement du réseau social auquel le demandeur d'emploi appartient.

Libertas pense que, compte tenu de la vision négative de l'islam/Islam, le port de signes extérieurs de croyance (problème du voile, salutation des femmes etc ;) est un frein considérable à l'obtention d'emploi pour les femmes. Il serait indispensable d'attire l'attention des associations musulmanes sur ce point, tout en leur expliquant qu'il ne s'agit pas d'une volonté de contester leur croyance, mais que les employeurs et leurs clients sont hostiles en général à des marques identitaires trop visibles.

⁵Centre de l'Égalité des Chances et Lutte contre le racisme



3. LES PROPOSITIONS DE POLITIQUE GENERALE

Ces sept propositions de politique générale visent à renforcer la cohésion sociale et la sécurité des biens et des personnes.

3.1 Proposition 14 : Accommodements raisonnables

Libertas est contre la politique des « accommodements raisonnables » c'est-à-dire donner des droits particuliers à certains groupes ou communautés sur base de leurs croyances. Ces « accommodements raisonnables » découlent souvent d'une philosophie communautariste⁶ que Libertas combat, car elle conduit à des conflits difficiles à résoudre⁷ (voir Pourquoi Libertas ?).

3.2 Proposition 15 : Laïcité de l'Etat

La laïcité a pour objet de faire une synthèse entre la liberté de pensée et de conscience et l'égalité en droit des citoyens (pas de citoyens de seconde zone).

Les moyens mis en œuvre pour atteindre cet objectif⁸ sont :

- La séparation de l'État et d'une conception du Bien (la religion ou une autre croyance)
- La neutralité de l'État : il ne favorise pas une conception particulière du Bien (aucune religion ou croyance). Cette neutralité peut être positive, négative ou de compensation⁹.

Libertas estime que la laïcité doit être équilibrée mais ne doit pas ouvrir la porte aux « accommodements raisonnables ».

Nous proposons que celle-ci soit **inscrite en clair** dans la Constitution (même si elle y figure depuis 1830¹⁰).

En effet, de nombreux citoyens craignent l'apparition de partis « Islam » visant à propager l'idée d'un recours à la « Sharia » dans le Code civil. Or, tout comme en Turquie lors de l'Affaire Refah¹¹, la Cour de Strasbourg pourrait faire interdire ce type de parti sur base d'une Constitution énonçant clairement un principe de laïcité.

3.3 Proposition 16 : Pas de société juste sans application stricte des lois



⁶Libertas : « Multiculturalisme et Démocratie » 2011 , pour consulter cliquez ici

⁷Matteo Gianni : « Multiculturalisme et démocratie : quelques implications pour la citoyenneté » Swiss political science review » 1 (4) : 1-39

⁸ J. Maclure & Charles Taylor : « Laïcité & liberté de conscience » ,La découverte (Paris,2010).

⁹Cismoc (UCL), 2012 : L.L ; Christians

¹⁰Marc Verdussen « La constitution belge », Le Cri,(2004)

¹¹Cours internationale de Justice de Strastourg : « Affaire Refah », voir le rapport cliquez ici

3.4 Proposition 17 : Démocratie délibérative



3.5 Proposition 18 : Lutte contre le radicalisme et le terrorisme

La lutte contre la radicalisation des jeunes et le terrorisme islamique passe par un combat idéologique contre les visions littéralistes et rigoristes de l'islam (religion) radical.

Le terreau du terrorisme est le salafisme djihadiste (voir Dassetto et les rapports de la Sécurité d'Etat).

Il est essentiel que l'Etat puisse avoir les ressources financières suffisantes pour produire des contre discours structurés à diffuser largement tant sur Internet que sur les réseaux sociaux. Ceci pour dissuader des jeunes de s'engager dans le djihad (Daech, etc.).

Cette lutte doit également passer par des accords de coopération avec les pays du Golfe dans divers domaines (renseignements, etc.)

3.6 Proposition 19 : Résoudre le problème israélo – palestinien



3.7 Proposition 20 : Politique migratoire



3.8 Proposition 21 : Une réflexion sur l'organisation de Bruxelles





4. CONCLUSION

LIBERTAS souhaite discuter de ces propositions avec les différents partis politiques belges, les associations et les citoyens afin d'évaluer celles qui peuvent être défendues et appliquées.